



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 17 OCTOBRE 2025

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BRAS, Monsieur DHAUSSY, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Madame SAVESTE, Monsieur FLAMENT.

Excusés : Monsieur LEROY qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame BOUNY qui a donné pouvoir à Madame DUHEN, Madame LEROUGE qui a donné pouvoir à Monsieur DUCRON, Monsieur MALFAIT qui a donné pouvoir à Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PEZE qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur PANNIER.
Monsieur CAGIN, Monsieur PILCH, Monsieur DUCONSEIL.

WISSANT Protocole entre pas de calais habitat et la sccv wissant la renardiere(SIGLA NEUF)

Direction générale d'appui
Rapporteur : M. RAOUT Hugo

Pas-de-Calais Habitat a souhaité faire réaliser des logements d'habitation à usage locatif sur le territoire de la commune de WISSANT.

Selon contrat de vente en état futur d'achèvement régularisé par devant Maître Charlotte DEGONDE, Notaire à MARQUISE, les 9 et 15 juillet 2021, l'Office a acquis via la Société SIGLA NEUF sept maisons à usage d'habitation. Une SCCV a été créée pour l'occasion par la Société SIGLA NEUF : la SCCV WISSANT LA RENARDIERE.

Les ouvrages ont tous été livrés le 23 mai 2022.

A cette occasion, des réserves ont été formulées.

La liste des réserves à la livraison a été complétée, selon lettre recommandée avec demande d' accusé de réception du 8 juin 2022.

En outre, l'Office a parallèlement fait valoir auprès de la SCCV WISSANT LA RENARDIERE, l'apparition de désordres.

L'Office public de l'habitat Pas-de-Calais habitat a estimé que la SCCV WISSANT LA RENARDIERE n'avait pas levé toutes les réserves et a fait état de désordres apparus postérieurement à la livraison.

L'Office a réglé tous les appels de fonds prévus aux contrats à l'exception de ceux exigibles à la production du DIUO et de l'attestation de paiement de la prime définitive au titre de la dommages-ouvrage tel que stipulés aux contrats.

L'Office a selon requête en date du 15 mai 2023, saisi le Juge des référés près le Tribunal administratif de LILLE, d'une demande d'expertise judiciaire.

Selon décision du 30 août 2023, la Juridiction a fait droit à cette demande et désigné à cette fin, Monsieur l'expert judiciaire [REDACTED]

Monsieur l'expert judiciaire [REDACTED] a déposé son rapport évaluant, notamment, à la somme de 13 535,13€ le montant des travaux de reprise des désordres.

Par suite au dépôt du rapport d'expertise judiciaire, les Parties ont décidé de protéger leurs intérêts respectifs et ont manifesté leur volonté après de nombreuses discussions, de mettre amiablement un terme au litige les opposant en abandonnant leurs prétentions initiales et en convenant, sans aucune reconnaissance de responsabilité, des concessions réciproques.

1. Concessions de la SCCV WISSANT LA RENARDIERE – SIGLA NEUF

1.1 La Société WISSANT LA RENARDIERE renonce expressément et irrévocablement au recouvrement des appels de fonds émis ou à émettre suivants :

- appel de fonds de 2 % exigible à la production du DIUO et de l'attestation de paiement de la prime définitive au titre de la dommages-ouvrage pour les maisons 1 et 2, soit un montant de 4 087,60€ (maisons cadastrées sous les n° AE 492, AE 493) ;

- appel de fonds de 2 % exigible à la production du DIUO et de l'attestation de paiement de la prime définitive au titre de la dommages-ouvrage pour les maisons 3 - 6 - 7 - 8 et 9, soit un montant de 10 510,50€ (maisons cadastrées sous les n° AE 494, 497, 498, 499 et 500).

1.2 La société WISSANT LA RENARDIERE reconnaît expressément et irrévocablement être intégralement remplie dans ses droits au titre de l'exécution des contrats de vente en état futur d'achèvement régularisés les 9 et 15 juillet 2021, elle renonce en conséquence, expressément et irrévocablement à toutes demandes, réclamations, actions judiciaires en cours ou future (au fond comme au référé) relatives à ces mêmes

